



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Transports en Île-de-France

Question au Gouvernement n° 1601

Texte de la question

TRANSPORTS EN ÎLE-DE-FRANCE

Mme la présidente . La parole est à M. Julien Limongi.

M. Julien Limongi . Monsieur le ministre des transports, je veux vous parler de l'Île-de-France du quotidien, celle dont les habitants, alors qu'ils vivent à une heure de Paris, mettent deux heures ou plus pour aller travailler, celle où les usagers partent de chez eux avant le lever du jour sans savoir à quelle heure ils rentreront.

Pendant le week-end de l'Ascension, en Seine-et-Marne, sur la ligne P, des usagers sont restés bloqués pendant des heures : c'étaient des bus de substitution saturés, des voyageurs laissés à quai, des attentes interminables, des tensions croissantes et un temps de trajet parfois doublé ou triplé.

M. Jean-Paul Lecoq . Il m'a fallu cinq heures pour aller de Paris au Havre !

M. Julien Limongi . Ce chaos risque de se généraliser cet été, comme le dénoncent les collectifs d'usagers. En effet, des travaux simultanés sur les lignes P et R, et sur toutes les lignes de RER, provoqueront une saturation massive du réseau francilien. L'a-t-on suffisamment anticipée ? J'en doute fort ! Si une canicule survient au même moment, alors le moindre incident, le moindre train bloqué ou retardé pourra rapidement transformer le trajet des usagers en calvaire.

Si les transports du quotidien relèvent en grande partie de la région, l'État ne peut rester spectateur. Les Seine-et-Marnais sont les grands oubliés du réseau francilien : la ligne R affiche les pires taux de ponctualité de la région, tandis que les usagers de la ligne P – dont je fais partie depuis le collège – subissent travaux permanents, week-ends sans circulation et annulations de trains, sans aucune amélioration visible. Pire encore, les habitants de nombreuses communes rurales pourtant situées en Île-de-France ne peuvent même pas compter sur une solution de transport pour rejoindre une gare : pas de bus, pas de liaison adaptée, rien !

En 2026, certains des habitants de la première région économique d'Europe vivent à une heure de Paris mais à des années-lumière des transports en commun. Les Franciliens, et plus largement les Français, demandent peu : des trains à l'heure, davantage de bus, des travaux enfin maîtrisés et des informations quand surviennent les perturbations. Qu'allez-vous faire pour éviter le chaos annoncé cet été et quand garantirez-vous enfin à chacun un accès fiable et équitable aux transports en commun ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre des transports.

M. Philippe Tabarot, ministre des transports . Je comprends pleinement les difficultés que rencontrent les usagers des transports en commun en Île-de-France, particulièrement en Seine-et-Marne, et je veux leur dire que je les entends. Cet été, le réseau francilien connaîtra une période de travaux d'une ampleur inédite : près de

4 milliards d'euros seront investis cette année pour entretenir, régénérer et moderniser les infrastructures. Ces chantiers concernent en particulier le RER B, dont le tronçon central sera interrompu fin juillet et en août, le RER A, le RER C et le Transilien. Il est indéniable que ces travaux susciteront des perturbations et que les bus de substitution qui seront mis à disposition ne pourront offrir le même niveau de service que des trains, mais la période estivale n'en demeure pas moins la plus propice pour engager ces travaux ambitieux.

Vous ne pouvez pas affirmer que les choses ne s'améliorent pas sans voir les chantiers indispensables que nous lançons. En Île-de-France, leur organisation et celle des moyens de substitution sont coordonnées par Île-de-France Mobilités, en tant qu'autorité organisatrice des transports, en lien avec SNCF Réseau et les opérateurs. Je veillerai personnellement, avec IDFM et les opérateurs, à ce que la communication auprès des usagers soit aussi claire et anticipée que possible – vous avez raison d'attirer mon attention sur ce point – et à ce que la prise en charge des voyageurs durant cette période soit à la hauteur des perturbations occasionnées.

Plus que jamais, nous devons augmenter nos investissements, sans quoi nous verrons nos infrastructures s'altérer. C'est précisément l'objet du projet de loi-cadre relatif au développement des transports que je défends et que le Sénat a déjà approuvé à une large majorité. Il tend précisément à augmenter notre capacité d'investissement et à améliorer les transports du quotidien, que nous voulons plus fiables et plus robustes.

Mme la présidente . La parole est à M. Julien Limongi.

M. Julien Limongi . Les travaux, nous les voyons, les améliorations, pas du tout ! Je peux vous assurer que tous les week-ends, emprunter la ligne P est un calvaire et qu'aucune information n'est communiquée en cas de problème ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RN et UDR.*)

M. Jean-Paul Lecoq . En Normandie, c'est pire !

Données clés

Auteur : [M. Julien Limongi](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1601

Rubrique : Transports

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 mai 2026